

ventions du ministère de l'Expansion économique régionale ont été accordés à des compagnies d'appartenance étrangère. Non seulement avons-nous invité le capital étranger à venir prendre en charge nos industries, mais par des politiques et des lois conçues à dessein, nous continuons de donner aux étrangers tous les moyens nécessaires pour étendre davantage leur propriété et leur contrôle sur l'économie canadienne.

Bref, plus de 200 millions de dollars ont été versés depuis quatre ans à ces compagnies étrangères, en vertu de ces programmes, sans compter les dizaines de millions promis et pas encore versés. N'oublions pas que tout cela vient s'ajouter aux centaines de millions de dollars que ces filiales d'appartenance étrangère, qui contrôlent nos ressources minérales et énergétiques, reçoivent en allègements et en dégrèvements fiscaux, en allocations de moins-value et d'épuisement des ressources.

Tant que cette politique sera mise en œuvre par le gouvernement actuel ou par un gouvernement conservateur—comme ce le serait j'en suis sûr, si les conservateurs venaient au pouvoir—tous ces propos sur la sauvegarde de l'indépendance du Canada ne seront que de vaines paroles, j'en suis persuadé. Nous invitons ces compagnies étrangères, grâce aux deniers publics, à l'argent des contribuables canadiens, à accroître leur contrôle sur notre économie et elles en profitent actuellement comme elles en profiteront plus tard. Je propose premièrement que le gouvernement mette fin à ces largesses aux sociétés étrangères et utilise ces fonds à la création d'emplois dans des entreprises canadiennes, qu'il s'agisse d'une entreprise publique, privée ou conjointe.

Il y a des prophètes de malheur qui proclament que le regain du contrôle de notre économie baisserait notre niveau de vie. En fait, c'est ce que le ministre a affirmé dans son discours aujourd'hui. Il l'a affirmé très gentiment, mais de façon très évidente. Je rejette cette proposition. Je ne puis l'accepter, car je la crois fautive. Je ne puis croire qu'un peuple comme le peuple canadien qui a fait surgir cette nation de montagnes incultes soit incapable à ce stade de son développement de pourvoir à ses propres besoins, sans l'aide de tant de capitaux étrangers, de direction et de techniques étrangères. De fait, certains de nos économistes les plus éminents ont démontré clairement qu'il y a assez de capital au Canada, qu'il y a suffisamment d'épargnes dans notre pays pour nous permettre de développer notre industrie et de racheter certaines industries importantes qui sont aux mains des étrangers.

A vrai dire, rien ne prouve que nous aurions moins d'emplois à offrir si nous insistions pour contrôler notre propre économie. Au contraire, nombreuses sont les preuves que la propriété étrangère au sein de notre économie enlève chaque année des emplois aux Canadiens. Par exemple, récemment, nous avons été menacés de la fermeture de l'usine Ford au Canada parce que la compagnie mère aux États-Unis n'avait pas observé les règlements américains. Veuillez remarquer que la Ford n'avait violé aucun règlement canadien; cependant, la fermeture de son usine au Canada pouvait accompagner celle de ses usines aux États-Unis, et cela pour la simple raison que l'usine était contrôlée de l'extérieur du Canada.

Notre dépendance économique des États-Unis nous a aussi rendus particulièrement vulnérables au programme DISC et à d'autres mesures protectionnistes américaines. A titre de Canadiens, nous devons remarquer que les mesures protectionnistes américaines ont des répercussions sur tous les pays commerçants et, partant, sur le

Canada, mais le Canada est touché beaucoup plus profondément parce que le programme DISC nous menace non seulement d'une réduction du commerce, mais encore, et plus directement, d'une réduction des emplois au Canada même. Les succursales des entreprises contrôlées par les États-Unis seront manifestement tentées et convaincues de réduire leurs activités au Canada et de concentrer leur production aux États-Unis, étant donné les dispositions du programme DISC. Notre dépendance économique des États-Unis nous rend doublement vulnérables, et peut-être dix fois plus vulnérables aux politiques protectionnistes américaines que tout autre pays qui se préoccupe simplement de son commerce auprès des États-Unis et du monde entier.

Si j'en avais le temps, je citerais de nombreux autres exemples, notamment de fermetures de succursales au Canada, ces dernières années, ayant coûté à notre pays des milliers d'emplois pour le présent et pour l'avenir. Voilà ce que signifie la propriété étrangère dans la vie des travailleurs de la fabrique de pâte à papier de Bathurst, qu'a mentionnée le député de Fundy Royal (M. Fairweather), ou d'autres de nos citoyens au service dans notre pays de compagnies appartenant à des étrangers. De fait, leur destin, leurs emplois et leur avenir ne sont pas soumis au contrôle du Canada, et pas même au contrôle du gouvernement, si les sociétés étrangères exercent leurs pouvoirs actuels.

Il y a une autre proposition que je fais aussi sérieusement que possible: c'est qu'on utilise les réserves actuelles de devises étrangères du Canada—près de 5 milliards de dollars en or et en devises américaines—qui dorment dans les coffres de la Banque du Canada, pour commencer à rapatrier notre économie en achetant des actions dans des industries clés du secteur des ressources et d'autres secteurs qui vont jouer un rôle capital dans notre expansion future. C'est ce à quoi nous devrions actuellement utiliser nos réserves en devises étrangères. J'exhorte le gouvernement à le faire immédiatement afin de combler les énormes lacunes de sa politique sur la mainmise étrangère.

• (1640)

Troisièmement, j'exhorte le gouvernement à forcer les taux d'intérêt canadiens à diminuer d'un demi point ou peut-être même d'un point au-dessous des taux américains. Tant que nous jouerons le jeu auquel le gouvernement et la Banque du Canada se livrent volontairement depuis des années en maintenant nos taux d'intérêt à un niveau supérieur à celui des États-Unis, nous inciterons les capitaux étrangers à envahir notre pays. Je répète que ma troisième suggestion est de ramener nos taux d'intérêt au-dessous des niveaux américains. Cette réduction non seulement ralentirait les entrées de capitaux étrangers mais aurait également des conséquences sociales considérables. Elle rendrait nos capitaux nationaux beaucoup plus facilement accessibles en vue de l'achat de logements et pour faire face à tous les autres besoins de nos concitoyens. Elle contribuerait aussi à réduire la valeur du dollar canadien aidant ainsi nos exportateurs sur les marchés internationaux et créant davantage d'emplois dans nos industries exportatrices. Voilà une autre façon de nous attaquer au problème de la mainmise étrangère.

Quatrièmement, et voilà longtemps que je le réclame, je demande instamment que les concessions fiscales et autres accordées aux industries minières et pétrolières, où la mainmise étrangère est écrasante, soient supprimées tant pour mettre fin à cette concentration en des mains étrangères de nos industries primaires, qui exigent de